PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

RAPPORT FINANCIER

31 MARS 2023

DeneaultRobillard inc.
Société de comptables professionnels agréés

PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

RAPPORT FINANCIER

31 MARS 2023

SOMMAIRE

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
Résultats	5
Évolution de l'actif net	6
Bilan	7
Flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 15
Renseignements complémentaires	
Annexe A - Apports et autres revenus - entente cadre	16
Annexe B - Apports - autres activités	16
Annexe C - Revenus générés	17
Annexe D - Revenus autonomes	17

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs du
PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de **PHARMABIO DÉVELOPPEMENT** (l'«organisme »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2023, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de l'organisme pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 15 juin 2022.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deneault Robillard [1]

Saint-Hubert,
Le 29 juin 2023

[1] Par Josée Robillard, CPA auditrice

PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023

	2023	2022
PRODUITS		
Apports et autres revenus - entente cadre (annexe A)	**397 028 $**	312 913 $
Apports - autres activités (annexe B)	**830 751**	1 032 694
Revenus générés (annexe C)	**80 599**	82 877
Revenus autonomes (annexe D)	**35 263**	33 694
	1 343 641	1 462 178
CHARGES		
Honoraires de consultants et sous-traitance	**696 452**	667 194
Salaires et charges sociales	**382 764**	351 158
Remboursement de salaires des participants	**135 761**	318 896
Congrès, événements et réunions	**42 177**	48 330
Loyer	**32 107**	31 905
Frais de déplacement	**14 348**	3 218
Publicité	**14 175**	3 916
Télécommunications	**11 079**	9 547
Cotisations et abonnements	**11 059**	6 847
Honoraires professionnels	**7 684**	5 643
Fournitures de bureau et papeterie	**5 834**	10 033
Assurances	**4 238**	3 740
Formation	**2 871**	375
Frais bancaires	**1 227**	1 873
Amortissement des immobilisations corporelles	**11 186**	11 666
	1 372 962	1 474 341
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	**(29 321) $**	(12 163) $

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers

PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023

	Affecté - Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnnées	Investis en immobi-lisations	Non affecté	2023	2022
SOLDE AU DÉBUT	**1 929 $**	**16 972 $**	**55 999 $**	**74 900 $**	87 063 $
Insuffisance des produits sur les charges	**4 973**	**(4 660)**	**(29 634)**	**(29 321)**	(12 163)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**-**	**1 564**	**(1 564)**	**-**	-
SOLDE À LA FIN	**6 902 $**	**13 876 $**	**24 801 $**	**45 579 $**	74 900 $

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers

PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

BILAN

31 MARS 2023

	2023	2022
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	**527 738 $**	811 579 $
Débiteurs (note 3)	**116 204**	61 055
Apports à recevoir (note 4)	**171 574**	155 186
Frais payés d'avance	**36 034**	27 540
	851 550	1 055 360
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)	**13 876**	23 498
	865 426 $	1 078 858 $
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 7)	**178 305 $**	204 965 $
Apports reportés (note 8)	**641 542**	792 467
	819 847	997 432
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)	**-**	6 526
	819 847	1 003 958
ACTIF NET		
Affecté - Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées	**6 902**	1 929
Investis en immobilisations	**13 876**	16 972
Non affecté	**24 801**	55 999
	45 579	74 900
	865 426 $	1 078 858 $

ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 10)

APPROUVÉ PAR,

_____, administrateur _____, administrateur

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers

PHARMABIO DÉVELOPPEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023

	2023	2022
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	**(29 321) $**	(12 163) $
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	**11 186**	11 666
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles constatés à titre de produits au cours de l'exercice	**(6 526)**	(6 913)
	(24 661)	(7 410)
Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	**(257 616)**	523 941
	(282 277)	516 531
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(1 564)**	-
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT		
Apports affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles	**-**	(2 450)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	**(283 841)**	514 081
ENCAISSE AU DÉBUT	**811 579**	297 498
ENCAISSE À LA FIN	**527 738 $**	811 579 $

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers

1. FORME JURIDIQUE ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme est constitué selon la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec). Au sens des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, il est un organisme sans but lucratif et est exempté de l'impôt sur les bénéfices. Il a pour activité principale le développement de la main-d'oeuvre et de l'emploi dans le secteur pharmaceutique et biotechnique.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Constatation des produits

L'organisme utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports grevés d'affectation externe sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés et les apports grevés d'affectation interne sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus en dotation sont constatés à titre d'augmentation de l'actif net au cours de l'exercice.

Les revenus d'inscriptions, de formations et les autres revenus sont constatés lorsque le processus de génération du profit est achevé, c'est-à-dire au moment où les services sont rendus, lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Apports reçus sous forme de services

Les partenaires de l'organisme consacrent plusieurs heures par année pour aider l'organisme à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur de ces apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des clients et des apports à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs (excluant les retenues à la source).

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes, les taux et la période indiqués ci-dessous :

	Méthodes	Taux et période
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports afférents aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Affecté - Revenus générés dans le cadre d'activités subventionnées

Ces montants d'actif net grevés d'affectation interne représentent les revenus nets générés dans le cadre d'activités subventionnées qui n'ont pas été dépensés. Ces revenus doivent être utilisés aux fins des mandats de l'organisme et ne doivent pas obligatoirement être utilisés dans l'exercice courant. Le détail de ces montants figure dans l'Annexe au rapport de l'auditeur indépendant 2022-2023 du Ministère de l'emploi et de la Solidarité sociale (MESS) - DDCIS, laquelle est approuvée par le conseil d'administration.

3. DÉBITEURS

	2023	2022
Clients	**26 408 $**	18 959 $
Taxes à la consommation à recevoir	**89 796**	42 096
	116 204 $	61 055 $

4. APPORTS À RECEVOIR

	2023	2022
Ministère de l'emploi et de la Solidarité sociale (MESS) - DDCIS		
- Entente cadre	**73 648 $**	21 078 $
- Coordonnateur à la formation	**-**	4 292
- Diagnostic sectoriel	**-**	8 867
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO)		
- VitaScience	**2 814**	36 432
- Enquête sur besoins de formation: Secteur de la biofabrication et Carboneutralité	**-**	18 139
- Frais de gestion	**95 112**	66 378
	171 574 $	155 186 $

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2023			2022
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	**50 601 $**	**42 298 $**	**8 303 $**	9 010 $
Matériel informatique	**51 692**	**46 119**	**5 573**	7 963
Améliorations locatives	**32 627**	**32 627**	**-**	6 525
	134 920 $	**121 044 $**	**13 876 $**	23 498 $

6. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme dispose d'une marge de crédit inutilisée à la fin de l'exercice et autorisée pour un montant de 8 000 $, portant intérêt au taux de 12,20% et renouvelable annuellement.

7. CRÉDITEURS

	2023	2022
Fournisseurs et frais courus	**147 780 $**	180 840 $
Salaires et vacances	**30 525**	24 125
	178 305 $	204 965 $

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des subventions non dépensées qui sont destinées à couvrir les charges de fonctionnement et d'activités de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes:

	2023	2022
Solde au début	**792 467 $**	380 456 $
Plus: Montants reçus au cours de l'exercice	**614 359**	1 202 102
Moins: Montants constatés à titre de produits au cours de l'exercice	**(765 284)**	(790 091)
Solde à la fin		
Ministère de l'emploi et de la Solidarité sociale (MESS) - DDCIS		
Réserve budgétaire (a)	**-**	8 584
Études des besoins de main-d'oeuvre dans l'industrie des produits pharmaceutiques et biotechnologiques	**-**	3 226
Profil de compétences pour deux métiers du secteur de la biofabrication au Québec	**25 000**	-
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO)		
AEC en biotechnologies	**37 251**	332 045
AEC en supervision opération pharmaceutique	**324 638**	366 666
Analyse des besoins de formation, secteur de la biofabrication - Phase 2	**1 075**	1 075
La formation Cercle d'excellence en science de la vie	**24 777**	-
Formation sur la chaine de valeurs pharmaceutiques	**38 071**	-
Formations en assurance-qualité	**32 626**	-
Campagne nationale de promotion des métiers des sciences de la vie Vis Ta Science - Phase 2	**158 104**	-
AEP en soins animaliers pour la recherche préclinique	**-**	80 871
	641 542 $	792 467 $

(a) L'entente cadre signée avec le MESS-DDCIS prévoit que tous les excédents de subventions sur les charges sont remboursables au MESS-DDCIS sur réception d'un avis à cet effet. Toutefois, après analyse de la situation et des besoins de l'organisme, le MESS-DDCIS peut autoriser ce dernier à utiliser ces excédents pour un exercice financier subséquent ou pour se constituer une réserve budgétaire d'un montant n'excédant pas 25 000 $.

9. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des subventions du Ministère de l'emploi et de la Solidarité sociale et du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes:

	2023	2022
Solde au début	**6 526 $**	13 439 $
Moins: Montants constatés à titre de produits au cours de l'exercice	**(6 526)**	(6 913)
Solde à la fin	**- $**	6 526 $

10. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

L'engagement pris par l'organisme en vertu d'un bail échéant en juin 2024 totalise 45 145 $ et les versements à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2024	35 604 $
2025	9 541
	45 145 $

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. Les principaux sont détaillés ci-après.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux comptes clients..

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients.

Pour les apports à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels et en gérant les échéances des passifs financiers.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2022 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2023.

	2023	2022
ANNEXE A - APPORTS ET AUTRES REVENUS - ENTENTE CADRE		
Fonctionnement	**397 028 $**	312 913 $
ANNEXE B - APPORTS - AUTRES ACTIVITÉS		
Ministère de l'emploi et de la Solidarité sociale (MESS) - DDCIS		
- Étude des besoins de main-d'oeuvre dans l'industrie des produits pharmaceutiques et biotechnologiques	**26 523 $**	21 498 $
- Diagnostic sectoriel	**17 117**	36 277
- Coordonnateur à la formation 2021-2022	**-**	70 426
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO)		
- AEC en biotechnologies	**294 794**	149 032
- AEP en soins animaliers pour la recherche préclinique	**121 997**	588 498
- La formation Cercle d'excellence en science de la vie	**100 275**	-
- VitaScience	**90 182**	95 591
- Formation sur la chaine de valeurs pharmaceutiques	**78 604**	-
- Campagne nationale de promotion des métiers des sciences de la vie Vis Ta Science - Phase 2	**53 744**	-
- AEC en supervision opération pharmaceutique	**42 028**	20 315
- Formations en assurance qualité	**5 487**	-
- Enquêtes sur besoins de formation: Secteur de la biofabrication et Carboneutralité	**-**	40 308
- Analyse de besoins de formations, secteur de la biofabrication - Phase 2	**-**	10 749
	830 751 $	1 032 694 $

	2023	2022
ANNEXE C - REVENUS GÉNÉRÉS		
Frais de gestion - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (FDRCMO) - 10%	**66 014 $**	35 686 $
Revenus d'inscriptions	**14 585**	47 191
	80 599 $	82 877 $
ANNEXE D - REVENUS AUTONOMES		
Revenus d'inscriptions et de formations	**35 263 $**	33 694 $